

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 Troyes

Troyes, le 23/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REMONDIS Electrorecycling SAS**

Route de l'Ecluse  
ZAC des Marots  
10800 Saint-Thibault

Références : S25-229  
Code AIOT : 0005703169

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement REMONDIS Electrorecycling SAS implanté Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 Saint-Thibault. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'exercice de maintien des acquis des officiers de sapeurs-pompiers, à l'occasion de l'exercice POI du site. Elle s'inscrit également dans le cadre de l'action régionale sur la prévention du risque incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMONDIS Electrorecycling SAS
- Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 Saint-Thibault
- Code AIOT : 0005703169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise REMONDIS exploite sur son site de SAINT-THIBAULT une installation de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques : petits appareils électroménagers et gros électroménagers froids.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Sans objet
3	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 7.7.5.1	Sans objet
5	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Sans objet
6	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 14/07/2010, article R.512-47	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet exercice a été réalisé en l'absence de l'un des dirigeants, souvent sur site lors des incidents, et du responsable maintenance. Le second dirigeant était considéré à distance, comme ce peut être le cas dans de pareilles circonstances. Le scénario d'incendie d'une alvéole stockant des petits appareils ménagers était réaliste, même si en conditions dégradées, et conforme à la typologie d'accident pouvant survenir sur l'installation à l'image de l'incendie de janvier 2025.

Il ressort de cette exercice une très bonne connaissance des installations et des risques inhérents. Le directeur des opérations internes a su transmettre efficacement aux secours les informations nécessaires à leur intervention, en mettant en exergue les précautions à prendre (positionnement des tuyaux le long des bâtiments, arrosage du grappin de la grue lors du déblai, arrose des déchets étalés dans la zone d'isolement). Des améliorations sont attendues au regard de la répartition des tâches pour permettre une montée en puissance vers la gestion de crise et au regard du contenu du plan d'opération interne, destiné à remplacer un plan d'intervention insuffisant.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations déclarées au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Un précédent exercice a eu lieu le 4 décembre 2024.</p> <p>Lors de l'exercice, l'alerte du 18 a été réalisée. Le personnel est équipé de téléphones portables à cet effet.</p> <p>Le site dispose d'équipiers de première et de seconde intervention. La liste du personnel formé est incluse dans le plan d'opération interne. Lors de l'exercice, un robinet d'incendie armé a été utilisé.</p> <p>Lors de l'exercice, il n'a pas été observé de comportement ou de décision pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes. Les actions prévues par la fiche réflexe relative à l'incendie d'une alvéole pour les équipiers de première et de seconde intervention (EPI et ESI) ont été globalement mises en œuvre. Les écarts constatés visent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une part, le nombre de personnels impliqués lors de cette phase sur le terrain : en théorie, les premières actions sont à réaliser par 2 ESI, 5 EPI et 1 grutier ; lors de l'exercice, le robinet d'incendie armé a été mis en œuvre par 2 personnes.</li><li>• d'autre part, les appareils respiratoires isolants n'ont pas été utilisés.</li></ul>

En outre, le site est équipé d'engins à cabine surpressée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice réalisé à l'occasion de cette visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation [...]</li> <li>de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>

**Constats :**

Le bassin n°1 a été aménagé avec une aire d'aspiration dégagée de tout encombrement. Celle-ci n'est pas encore délimitée visuellement. L'exploitant a demandé confirmation des dimensions à respecter. L'inspection des installations classées a recommandé une aire de 8 x 4 m.

Le poteau, référencé #2195, est implanté à l'arrière du site, en face des Carrelages Martin. Il a un débit unitaire de 88 m<sup>3</sup>/h. Il est implanté à 82 m de l'alvéole concernée par l'exercice. Son accès n'est pas facile en raison de la présence d'un grillage.

Le poteau, référencé #2197, implanté à l'entrée du site, avait un débit unitaire de 58 m<sup>3</sup>/h avant montée en puissance du réseau réalisée début janvier 2025. Il est implanté à 153 m de l'alvéole concernée.

Un plan global du site présentant les bâtiments et les aires de gestion des produits ou déchets figure dans le plan d'opération interne avec une description des dangers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra vérifier le débit des 2 poteaux susvisés en simultané. Il devra prévoir une trappe dans le grillage, conformément à la demande du SDIS10 ou, à défaut un portillon, pour pouvoir accéder un poteau implanté à l'arrière des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 7.7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan d'intervention sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.  Ce plan doit être établi en liaison avec les services d'incendie et de secours. Il définit les consignes de sécurité et les actions à mener lors d'un incident ou d'un accident, tant à l'intérieur de l'établissement qu'à l'extérieur, si la situation le nécessite.  Le plan d'intervention doit définir précisément la coordination entre les moyens d'intervention propres à l'établissement et ceux des services d'incendie et de secours.  Un exemplaire du plan d'intervention doit être disponible en permanence dans l'établissement et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  Les services d'incendie et de secours doivent disposer d'un exemplaire à jour du plan d'intervention.  Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le plan d'intervention.  L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait le choix de faire de son plan d'intervention, un plan d'opération interne. Le plan d'opération interne utilisé lors de l'exercice est en cours de finalisation. Cet exercice avait notamment pour objet de le tester.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Pour rappel, conformément à l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, un plan d'opération interne réalisé pour un site soumis à autorisation doit contenir les données et informations prévues aux points a) à h) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. L'exploitant le complètera en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.



**Constats :**

Le schéma d'alarme et d'alerte interne décrit les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie, notamment l'origine et la prise en compte de l'alerte que ce soit depuis les bureaux ou depuis le site, les fiches réflexes des équipiers de première et de seconde intervention. Toutefois aucun schéma ne permet de comprendre comment et par qui l'alerte est transmise aux secours extérieurs. Une liste des interlocuteurs internes et externes est également présente. La préfecture et la DREAL n'ont pas été identifiées dans cette liste, bien que la DREAL figure sur les documents à compléter en salle de gestion de crise.

L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées est détaillée, tout comme les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours. Les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement doivent être approfondies car elles se limitent à la mention "évacuation des engins non utiles à l'intervention". Il convient de s'interroger sur les lieux d'accueil possibles de ces engins afin de ne pas gêner l'accès au site, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. De même, aucune information ne figure pour les périodes non ouvrées pour une utilisation par le gardien, présent lors de l'exercice.

Par ailleurs, un plan présentant les 3 bassins versants qui recueillent les eaux d'extinction d'incendie figure dans le document. Il précise les fonctionnalités de chaque bassin et les volumes de rétention disponibles pour chaque bassin de rétention. La liste des actions à réaliser réfère à la fermeture des vannes guillottes des 3 bassins, sans qu'elles soient identifiées sur l'un des plans. Les plans des réseaux sont absents. La localisation des ressources en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie doit être complétée avec l'aire d'aspiration et avec la description des autres points d'eau (poteaux, bassins, ...).

Le plan du site doit être complété avec l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité.

Sont également absentes les modalités d'accessibilité aux fiches de données de sécurité et à l'état des matières stockées.

Dans le document présent sur site, mais pas dans celui transmis par courriel du 22 avril 2025, il a été constaté une liste du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, établie par compétences (EPI et ESI).

Plus globalement, le plan d'opération interne comporte beaucoup de rédaction avec des phrases parfois longues. Afin d'être plus opérationnel, il gagnerait à être plus directif, en utilisant l'impératif ou l'infinitif par exemple. L'échelle des documents utilisés doit être fonctionnelle, notamment pour les plans souvent réduits à une portion de A4 en portrait. Il doit également répartir les tâches (Qui fait quoi ?).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  Lors de l'exercice, l'état des stocks en date du 17 avril 2025, veille de l'exercice, est présenté. Par sondage, il a été vérifié que la quantité stockée est précisée pour chaque alvéole stockant des petits appareils ménagers.  L'exploitant confirme, lors du bilan réalisé après l'exercice, que l'état des stocks quotidien est informatisé et qu'il est consultable depuis un ordinateur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan d'opération interne intégrera utilement la manipulation à réaliser pour extraire l'état des stocks du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/07/2010, article R.512-47
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'État en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.
<b>Constats :</b>  L'activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques au titre de la rubrique 2711 soumise à déclaration avec contrôle est exercée sur un site soumis à autorisation. Conformément à l'article R.512-55 du code de l'environnement, cette installation n'est donc pas soumise à l'obligation de contrôle périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite